

RÉVEILLONS-NOUS OU CE SERA LA GUERRE

🕒 5 min • Par Natacha Polony



Hannah Assouline

Il ne s'agit plus d'Emmanuel Macron ni de ses postures de petit chef viril. Il ne s'agit même plus de la France ni de son affaiblissement par des élites aveugles et irresponsables. Il s'agit de savoir si nous allons accepter collectivement de marcher comme des somnambules jusqu'à la guerre. Une guerre dont nul ne peut prétendre qu'elle sera maîtrisée ou contenue. Il s'agit de savoir si nous acceptons d'envoyer nos enfants mourir parce que les États-Unis ont voulu à toute force implanter des bases aux frontières de la Russie.

La Russie ne doit pas gagner. Nous en sommes tous d'accord. À partir du moment où Vladimir Poutine, dans ses délires meurtriers, a attenté à l'intégrité de l'Ukraine, nous devons soutenir les Ukrainiens qui se battent admirablement pour leur pays. Mais ce n'est plus de cela dont il est question. Quand on envisage d'envoyer des troupes occidentales au sol, comme vient de le faire Emmanuel Macron pour jouer les cow-boys au moment où les États-Unis semblent abandonner la place de la grande gueule en chef ; quand on livre des missiles longue portée dont la cible ne peut être que Moscou, il faut, si l'on est encore en démocratie, dire clairement aux citoyens ce que cela signifie.

En Europe et aux États-Unis, la petite musique de la guerre est en train de s'imposer. En Pologne ou en Estonie, les leçons de l'Histoire expliquent un bellicisme dont l'ampleur est largement passée sous silence en Europe de l'Ouest. En Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, les dirigeants politiques ne se contentent pas de dire qu'il faut être suffisamment armé pour parer à toute éventualité, ce qui est une évidence que ces mêmes dirigeants avaient oubliée depuis que plus personne en Europe ne lit Jules César. Ils habituent les opinions à l'idée d'une guerre à la fois inévitable et acceptable. Et partout, les relais du courant néoconservateur américain hystérisent les foules et lancent la traque aux « agents de l'étranger ». Les historiens qui, dans un siècle, se pencheront sur cette période, seront effarés de constater que les délires va-t-en-guerre de 1914 ont été surpassés. Car nous sommes bien à la veille de 1914, et non pas en 1939, comme essaient de nous le faire croire les propagandistes. Et le courage, en 1914, était du côté de Jaurès, qui tenta d'empêcher la catastrophe et le paya de sa vie.

Le plus abject est sans doute que ce sont les mêmes qui, depuis trente ans, ont désarmé l'Europe en défendant un libre-échange qui détruisait toutes nos forces productives et nous rendait dépendants en matière d'énergie, d'alimentation, dans les domaines du numérique et de la défense. Il ne fallait pas critiquer cette Europe de la dérégulation et de la concurrence généralisée. La division mondiale du travail, c'était génial. Et puis, la guerre avait disparu, c'était mal, on allait faire du commerce parce que l'Europe, c'était la paix. On se contenterait d'intervenir ailleurs dans le monde pour exporter notre modèle de démocratie... et les intérêts économiques américains. Aujourd'hui, sans la moindre vergogne, les mêmes soutiennent qu'il faut armer l'Europe, entrer en « économie de guerre » parce que les États-Unis, si Donald Trump était élu, risqueraient de se désengager. Un Raphaël Glucksmann, incarnation de ce néoconservatisme nouvelle version, parle d'« architecture de sécurité en Europe », ce terme qui désignait la tentative par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel d'arrimer la Russie à l'Europe pour empêcher la montée des tensions, tentative

torpillée par les États-Unis, mais comme dans un roman de George Orwell, la « sécurité » désigne désormais la guerre et l'Europe, un supplétif des États-Unis.

Le *New York Times*, le 25 février, a publié une enquête passionnante décrivant comment, depuis 2014, la CIA a implanté 12 bases secrètes en Ukraine et formé les services ukrainiens pour espionner à grande échelle la Russie. On y apprend que les Ukrainiens ont plusieurs fois dépassé les lignes rouges fixées par leurs interlocuteurs et organisé des exécutions ciblées contre des leaders russes ou séparatistes. On y découvre que ces personnels américains n'ont évidemment pas été évacués au commencement de la guerre, mais officient en territoire ukrainien et que, s'ils « *n'appuient pas sur la gâchette* », ils « *ajustent le tir* ». On le savait, bien sûr. On se souvient du sommet de l'Otan en 2008, dans lequel les Américains, contre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, voulaient à toute force intégrer la Géorgie et l'Ukraine pour acculer la Russie dans ses frontières. On se souvient du documentaire de Paul Moreira sur Maïdan, qui montrait cette réunion à Kiev, en 2016, dans laquelle le patron de la CIA assurait que là se situait la « ligne de front ». Mais il ne fallait pas le dire. On était un complotiste, voire un suppôt de Poutine. Aujourd'hui, le *New York Times* l'écrit parce qu'il s'agit de convaincre les Américains que, contrairement à ce que disent les élus républicains qui refusent de voter les crédits, cette guerre est bien la leur.

À l'inverse de ce qu'il soutenait en 2022, Emmanuel Macron semble ne plus vouloir pousser à des négociations. Les néoconservateurs américains et européens ne veulent pas d'une paix négociée. Pour l'instant, il faut se battre « *jusqu'au dernier Ukrainien* ». Et après ? Concrètement, où veulent-ils nous mener ? Au moment où l'Occident démontre au reste du monde avec un cynisme irresponsable que le droit international n'est qu'un outil de domination à géométrie variable, au risque de détruire toute forme de régulation internationale, les délires va-t-en-guerre sont tout simplement criminels. ■